

NI VU NI CONNU

EN ROUTE POUR LE VRAI-FAUX DÉBAT EUROPÉEN

Au cas où certains ne le sauraient pas, les élections européennes pointent à l'horizon. Les grands médias n'ont pas raté l'événement, à commencer par ceux du service public, qui ont lancé différentes initiatives dont la philosophie tient en un principe cher à Bernard Guetta, passé des ondes de France Inter à une place sur la liste tirée par Nathalie Loiseau pour LREM : l'Union européenne est formidable ; la critiquer est un premier pas vers le populisme, l'extrémisme, le souverainisme, le nationalisme, voire le fascisme et la guerre. A part ça, on peut parler de tout, et la liberté d'expression est assurée. On le sait depuis le précédent du traité constitutionnel européen en 2005, quand le non lors du référendum

l'avait emporté, alors que 95 % des éditorialistes s'étaient prononcés pour le oui. L'Union européenne est l'un des sujets qui se prêtent le plus à la vision Bisounours d'un côté, au rejet caricatural de l'autre – les deux phénomènes se nourrissant mutuellement. Chez les élites, la première tendance est fortement dominante. Elle alimente donc les sujets ad hoc qui exonèrent l'UE de toute critique, saluent l'efficacité de l'euro, prévoient la catastrophe en Grande-Bretagne pour cause de Brexit, chantant la gloire d'une Europe fantasmagique, en oubliant que cette dernière, cadencée dans son bunker technocratique, est une machine à fabriquer des europhobes à la pelle. Vous avez aimé le piège de 2005 ? Vous adorerez le faux débat de 2019 ! ■ FRANÇOIS DARRAS

MACRON SUPERSTAR

LA VOIX DE SON MAÎTRE

Le 21 avril, Emmanuel Macron était à la une du *Journal du dimanche*, à propos de l'incendie de Notre-Dame. Il l'était déjà une semaine plus tôt sous le titre : « Ce que veulent les Français, ce qu'il peut faire ». Dans le numéro précédent, c'était Gérald Darmanin, ministre des Comptes publics, qui proclamait : « *Oui, les impôts vont encore baisser.* » A peine plus loin dans le temps, le président de la République était en première page avec cette accroche : « *Retraites : ce que Macron veut vraiment.* ». En cinq numéros, du 24 mars au 21 avril, *le JDD* a donc fait quatre unes avec Emmanuel Macron ou l'un de ses ministres. Chaque fois, une mise en scène permet au pouvoir de dire ce qu'il fait, ce qu'il va faire ou ce qu'il pourrait faire, témoignant ainsi d'une audace critique fort mesurée. C'est digne d'une version française de *la Pravda*. ■ THOMAS VALLIÈRES

ELLE A OSÉ LE DIRE

“Je veux les grands-parents, les parents et les enfants.”

LAURENCE BLOCH, DIRECTRICE DE FRANCE INTER, *le Figaro*, le 23 avril 2019.

PAR HENRI PENA-RUIZ

Privatiser un bien commun, c'est voler le peuple

Un seul homme, fût-il élu et secondé par une majorité aux ordres, peut-il disposer du patrimoine de tout un peuple ? La question est cruciale au moment où M. Macron entend transférer au privé ce qui fait partie du bien public, à savoir les aéroports de Paris, entre autres. Le précédent catastrophique des autoroutes laissées au privé, qui se gava au détriment de tous, devrait pourtant alerter. Comme les effets dévastateurs de la privatisation du rail en Grande-Bretagne et celle calamiteuse de l'aéroport de Toulouse par M. Macron, alors ministre de l'Economie. Le projet actuel est une spoliation. Au profit de qui ? Telle est la question. Certainement pas des plus modestes. Mais parlons économie, sans oublier que le social ne saurait être un simple résidu de la sphère économique mais qu'il devrait la finaliser. L'Etat possède 50,6 % du capital d'Aéroports de Paris (ADP) et 58,4 % des droits de vote. Les dividendes perçus atteignent 130 millions d'euros par an, dont l'Etat peut user dans l'intérêt commun. ADP est devenu en 2018 le premier exploitant mondial d'aéroports. Il détient aussi un immense terrain aux portes de Paris, qui permet tous les développements à venir. Pourquoi privatiser une entreprise aussi rentable si ce n'est pour enrichir Vinci ou d'autres entrepreneurs privés, amis d'un président très attentif à leur soif de profit ? L'idéologie macronienne est à l'œuvre, en contradiction avec les vraies revendications de « gilets jaunes ». Les acquéreurs d'ADP devront déboursier 9 milliards d'euros. Pour se rembourser vite, ils n'hésiteront pas à augmenter les redevances, ni à diminuer le coût des maintenances et les services. Ce scénario est prévisible, car telle est la logique du privé, même avec un cahier des charges exigeant. Rappelons que, dans le monde, 86 % des aéroports sont publics, ce qui correspond à des impératifs majeurs de sécurité et de souveraineté. En prévoyant que l'Etat puisse récupérer ADP dans soixante-dix ans, M. Macron se moque du monde, car il sait bien que les sommes à verser pour cela seront énormes, voire hors de portée, vu la plus-value engrangée par le privé. Il fait fi ainsi de la solidarité avec les générations futures, dépossédées d'un bien commun et sans doute forcées de payer plus cher les billets d'avion. Une « concession provisoire de soixante-dix ans » ? Non. Plutôt un cadeau à perpétuité. Merci, Macron-patron ! ■